

# UN PEUPLE EN RÉSISTANCE

« *Exister, c'est résister* » graffiti sur le Mur à Qalqiliya

**L**e terme résistance est dépendant de multiples facteurs et de différents angles d'approche. Pour les uns (Palestiniens), toute action peut ou doit se ranger sous le label de résistance. Pour les autres (Israéliens), tout acte d'insoumission à l'occupation est qualifié de terrorisme.

Le problème posé est celui du rapport entre résistance, terrorisme et lutte armée.

Le droit international reconnaît la légitimité et la légalité de la résistance, y compris armée, à l'occupation étrangère - quand il n'existe plus d'autre possibilité d'exprimer ses revendications. De ce point de vue, il ne fait aucun doute que les Palestiniens ont le droit d'utiliser la violence dans leur lutte. Néanmoins, la légitimité de la résistance ne peut permettre de transgresser le droit international. L'ABP condamne sans ambiguïté les attentats suicides contre les civils en Israël. Il reste qu'on ne peut simplement renvoyer dos à dos deux protagonistes sous prétexte que les deux violent le droit humanitaire... En effet, la bataille que mènent les Palestiniens est une résistance légitime à une occupation illégitime.

On peut dire que les années 20 marquent le véritable début d'une forme organisée de résistance (grèves, manifestations, attaques de colonies...) qui vise à la fois à s'opposer au mandat britannique et à contrer le projet de création d'un Etat juif en Palestine, publiquement dévoilé depuis la déclaration Balfour de 1917.

Les révoltes de la période 36/39, commencées par une grève générale qui va durer six mois, se poursuivront par des actions de guérilla aussi bien contre la puissance mandataire que contre les colons juifs. Cette période marquera le fondement du mouvement national palestinien : arrêt de l'immigration juive, interdiction de vente et transfert de terres, formation d'un gouvernement national. Ces révoltes sont durement réprimées par les Britanniques, et en tuant ou exilant l'élite politique, ils porteront un coup très dur au jeune mouvement national palestinien.

En 1948, c'est la *naqba*<sup>1</sup>. La résistance palestinienne est essentiellement le fait de milices villageoises qui essayent de se défendre contre l'agression des groupes armés juifs. Le destin palestinien, faute de leadership, est confisqué par Israël et par les pays arabes voisins, qui en joueront en fonction de leurs intérêts propres, sans se soucier particulièrement du devenir des Palestiniens.

Voir fiche « Les réfugiés ».

Après la défaite de 48, la Cisjordanie et Jérusalem-Est sont annexées par la Jordanie et Gaza est sous administration égyptienne. La première des résistances sera, dès lors, de se réapproprier un destin national, aussi bien dans le domaine territorial avec Israël que politiquement auprès des nations arabes. Durant la période 48/67, les différents groupes armés palestiniens venant du Liban, de Jordanie ou de Gaza, vont harceler ponctuellement les Israéliens.

La guerre de 67 et la conquête de la Cisjordanie (avec Jérusalem-Est) et Gaza par les Israéliens vont modifier la donne. En 68, l'OLP, sous l'influence d'Arafat, s'émancipe du parrainage arabe pour devenir palestinienne à part entière. Avec la volonté de rappeler la réalité du fait palestinien, occulté par Israël (qui refuse même l'appellation de « Palestiniens ») et, à l'époque, largement ignoré par le reste du monde, les différents groupes de résistance palestinienne vont se lancer dans des actions spectaculaires : détournements d'avions, attaques contre des intérêts juifs dans le monde, etc. jusqu'à l'opération de Munich 72, mort de 11 otages, à la suite de l'intervention de la police allemande et dont le retentissement mondial très négatif va pousser les dirigeants palestiniens à renoncer au « terrorisme publicitaire ».

Parallèlement, les incursions armées se poursuivent à partir de la Jordanie et le tristement célèbre « septembre noir » (massacre de milliers de Palestiniens par les forces jordaniennes) va pousser la résistance palestinienne à se déplacer au Liban. D'où ils seront à nouveau délogés après l'invasion israélienne du Liban en 82.

La résistance va prendre un nouveau tour en 87, lors de « la révolte des pierres », connue sous le nom d'Intifada. Partie de Gaza, la rébellion va très vite s'étendre à la Cisjordanie et toucher l'ensemble des territoires occupés, aussi bien dans les camps, les villages ou les villes. L'Intifada est le fait de la première génération née sous l'occupation : profondément politisés et décidés à prendre leur destin en mains, les jeunes militants innoveront dans les moyens de lutte et entraîneront dans leur mouvement tous les secteurs de la société. La plupart des directives de la

*Direction unifiée* sont des appels à des actions non violentes: grèves, manifestations, refus de coopérer avec l'administration occupante (grève des taxes par exemple) et création d'une autosuffisance économique (boycott des produits israéliens, développement de potagers ou de poulaillers, ...). L'Intifada va ainsi créer un véritable sentiment d'unité nationale: l'action est le fait de tous, sans distinction de classe ou d'origine, et la répression - qui n'épargne personne - consolide le sentiment de partager un destin commun. Les particularités de l'Intifada tiennent au fait qu'elle se déclenche à partir des Territoires, indépendamment de la direction de l'OLP basée à Tunis et d'autre part, sa nature non violente va transformer radicalement l'image de la résistance palestinienne dans le monde. La « révolte des pierres », pendant les cinq années qu'elle durera, finira, non seulement par effacer derrière cette révolte populaire l'image du feddayin à la Kalachnikov mais surtout montrera en pleine lumière la répression de l'armée israélienne, éclairant sous un jour nouveau les conséquences catastrophiques de l'occupation. Ce qui conduira les Israéliens aux négociations d'Oslo et à reconnaître enfin l'OLP comme seul représentant du peuple palestinien.

Dans le même temps, on voit l'arrivée d'un nouvel acteur sur la scène de la résistance, les mouvements religieux, qui s'opposent aux accords d'Oslo (comme d'autres composantes de l'OLP), ne pouvant se résoudre à une concession aussi importante... un Etat Palestinien sur 22% de la Palestine historique.

En 1994, un fanatique juif fait irruption dans une mosquée et massacre 29 Palestiniens. La réponse est inédite et on assiste avec stupeur au premier attentat suicide en Israël. Acte criminel ou résistance extrême, depuis lors le débat est ouvert ? La majorité des Palestiniens et ses dirigeants ne se reconnaîtront pas dans ses actes et condamneront ce genre d'actions.

En 2000, la seconde Intifada commence dans un contexte de désenchantement complet. D'un côté, les espoirs nés des Accords d'Oslo sont complètement déçus: aucune date n'étant sacrée pour les gouvernements israéliens, le processus qui devait mener à la formation d'un Etat palestinien en 1999 est complètement bloqué. D'un autre côté, les conditions de vie des Palestiniens se détériorent sans cesse vu l'enfermement des zones placées sous Autorité Palestinienne.

L'«Intifada d'Al-Aqsa» reprend des stratégies de la 1<sup>re</sup> Intifada (manifestations, grèves) mais la situation créée sur le terrain par Oslo ne permet pas partout la poursuite de cette voie. D'abord, l'occupant n'est plus « à portée de pierre » dans les villes et villages autonomes, même s'il continue à les contrôler; ensuite, la quasi-impossibilité de se mouvoir entre Gaza et la Cisjordanie, et même entre les villes et villages de Cisjordanie- morcelle la résistance. Enfin, depuis l'installation d'un pouvoir palestinien, les différents partis ont tendance à travailler pour se positionner sur l'échiquier politique de l'après-Intifada. La population se retrouve donc impuissante: à quoi sert une grève ou une manifestation contre l'occupation à l'intérieur des territoires administrés par l'Autorité palestinienne ? La résistance populaire va dès lors consister à vivre, à travailler, à étudier, à faire du théâtre, à créer des sites web pour faire connaître la réalité palestinienne... En Cisjordanie, néanmoins, la lutte des habitants de Bil'in contre le «Mur» est un bel exemple de mobilisation civile non violente et de solidarité internationale<sup>2</sup>.

Vu la nature et surtout l'intensité de la répression quotidienne<sup>3</sup>, une partie des militants va opter pour la résistance armée afin de toucher directement l'occupant. Des groupes constitués, liés aux partis politiques, attaquent les colonies et l'armée dans les TPO ou commettent des attentats<sup>4</sup> en Israël. Ces attentats contre des civils sont condamnés<sup>5</sup> par Arafat, mais la dissolution des groupes armés est impossible, tant matériellement que politiquement, par une Autorité rendue exsangue par les opérations israéliennes. Traumatisés<sup>6</sup> par les bombardements et les «assassinats ciblés», victimes des incursions meurtrières et des destructions de maisons, de champs, d'ateliers, étouffés par la colonisation, en butte au chômage et à la pauvreté en raison des restrictions drastiques imposées à la mobilité<sup>7</sup>, les civils sont souvent solidaires des actions armées, perçues comme une juste revanche contre le terrorisme d'État perpétré par Israël et comme une affirmation de ce que le combat continue.

Comme l'écrit Alain Gresh<sup>8</sup>: « (...) il ne fait aucun doute que les Palestiniens ont le droit d'utiliser la violence dans leur lutte. Ceci étant, le « droit » ne signifie pas forcément le « devoir ». Tout mouvement de libération doit réfléchir sur le coût des moyens qu'il choisit dans sa lutte, sur leur efficacité. ».

2 Voir sur la résistance non violente du village: [http://www.bilin-village.org/txt\\_actu\\_20060222.php](http://www.bilin-village.org/txt_actu_20060222.php)

3 Où sont utilisés des avions, des hélicoptères, des drones, des bombes, des missiles, des bulldozers etc. Le nombre de morts (4371 Palestiniens en 2007) en témoigne: <http://www.btselem.org/English/Statistics/Casualties.asp>

4 Le nombre de civils israéliens tués par des attentats en Israël s'élève, en octobre 2006 à 462. Voir le site de B'tselem : <http://www.btselem.org/English/Statistics/Casualties.asp> . Comparez avec les chiffres qui concernent les civils Palestiniens.

5 Ahmad H. SA'ADI, Lila ABU-LUGHOD, Nakba: Palestine, 1948, and the Claims of Memory (Cultures of History). New York, Columbia University Press, 2007.

6 Voir fiches « L'occupation » et « Les civils ».

7 Voir fiches « Les civils », « Le mur » et « L'économie ».

8 Fin analyste du M-O, journaliste au Monde diplomatique. Voir son article Palestine: les bases de la solidarité. [http://www.france-palestine.org/article1639.html?var\\_recherche=intifada+arm% Ege](http://www.france-palestine.org/article1639.html?var_recherche=intifada+arm% Ege) . Intéressante réflexion sur la définition du terme «terroriste».